

Distinguer les « bons éleveurs »

Christian NICOURT

INRA - TSV, 65, bd de Brandebourg, 94205 Ivry Cedex

nicourt@ivry.inra.fr

Distinguer les « bons éleveurs »

Après la seconde guerre mondiale, les politiques agricoles remettent en cause la conception du métier d'éleveur dans un cadre familial et territorial pour promouvoir un modèle industriel. Dans les années 60, elles sont relayées par le syndicalisme et, pour les jeunes éleveurs qui s'installent, la dignité du travail passe par une telle modernisation du métier. S'opère ainsi une rupture avec les conceptions du travail des exploitations familiales de polyculture-élevage dont ils sont issus, par la spécialisation des productions et la mise en place de nouvelles méthodes de travail. Petit à petit, les éleveurs de porcs disposent d'outils permettant un pilotage technique et économique de leurs élevages : il s'agit d'établir un ensemble d'indicateurs de performance, à l'aide des outils de la zootechnie et de la gestion. Ainsi naissent la GTTT puis la GTE. En 1989, les données de ces outils sont standardisées et fournissent une base de données aux organisations professionnelles. C'est alors qu'une revue - Porc Magazine - transforme cet observatoire en concours public : « le prix des Cochons d'Or », qui depuis désigne, selon la revue, « les meilleurs éleveurs de France ». Dans ce contexte, en nous appuyant sur des entretiens avec des éleveurs des Côtes d'Armor, nous nous interrogeons sur l'influence de ces modèles du bon travail sur le métier d'éleveur de porcs. Si l'existence de tels modèles tend à homogénéiser ce que les éleveurs considèrent comme des manières de bien travailler, elle contribue également à nourrir les distinctions sociales au sein de leur métier.

Distinguishing « good breeders ».

After the Second World War, agricultural policies question the conception of breeder's occupation in a family and territorial frame to promote an industrial model. In the 60s, they are supported by trade unions and for the young breeders who settle down, the dignity of the work goes through such a modernization of the occupation. The specialization of the productions and the implementation of new methods of work lead to a breach with the conceptions of the work of polyculture-breeding family farms, from which they are issued. Little by little, the pig breeders get tools allowing a technical and economic piloting of their breedings: they establish a set of indicators of performance, using tools of animal breeding and management. So arise GTTT, then GTE. In 1989, the data from these tools are standardized and supply a database to professional organisations. Then, a journal - Porc Magazine - transforms this observatory into public competition : " the Golden Pigs Prize ", which indicates, according to the journal, " the best breeders of France ". In this context, through our fieldwork with breeders of Côtes d'Armor in Brittany, we wonder about the influence of these models of good work on pig breeder's occupation. If the existence of such models leads to homogenize what the breeders consider as manners of well working, it also contributes to build the social distinctions of their occupation.

INTRODUCTION

Après la seconde guerre mondiale, les politiques agricoles remettent en cause la conception du métier d'éleveur dans un cadre familial et territorial pour promouvoir un modèle industriel. Dans les années 60, elles sont relayées par le syndicalisme et, pour les jeunes éleveurs qui s'installent, la dignité du travail passe par une telle modernisation du métier. S'opère ainsi une rupture avec les conceptions du travail des exploitations familiales de polyculture-élevage dont ils sont issus, par la spécialisation des productions et la mise en place de nouvelles méthodes. Petit à petit, les éleveurs de porcs disposent d'outils permettant un pilotage technique et économique de leurs élevages. Ainsi naissent la GTT puis la GTE. En 1990, les données de ces outils fournissent une base de données aux organisations professionnelles. C'est alors qu'une revue - Porc Magazine - transforme cet observatoire en concours public : « *le prix des Cochons d'Or* », qui depuis désigne selon la revue « *les meilleurs éleveurs de l'année* ». Après les modèles dessinés par les politiques publiques et la littérature professionnelle, l'originalité de ce modèle est d'être construit à partir d'indicateurs du travail et relié à des expériences d'éleveurs.

Nombre de chercheurs se sont attachés à analyser le modèle des métiers de l'agriculture par les politiques publiques ; notre interrogation s'en distingue en portant sur l'influence sur le métier d'éleveur de porcs de modèles, adossés à des expériences de leur travail. Nous soutiendrons que l'existence de ces modèles tend à homogénéiser ce que les éleveurs considèrent comme des manières de bien travailler, mais qu'elle contribue aussi à nourrir les distinctions sociales au sein de leur métier.

Nous considérons que les manières de travailler sont des produits historiques. Dans cette perspective, notre analyse allie des matériaux qui témoignent de l'histoire de leur construction à d'autres qui en sont l'expression contemporaine. Elle repose principalement sur des entretiens avec des éleveurs de porcs des Côtes d'Armor, lauréats du prix des Cochons d'Or (CO) ou pas et rendant compte d'une diversité départementale d'expériences qui vise à dégager leurs conceptions du travail. Il s'agit de cerner ceux qui se reconnaissent comme pairs : ceux qui partagent une même épreuve du travail en situation. Avec Clot et Faïta (2000), nous qualifierons de *genre* cette conception commune des manières de faire qui permet d'éclairer ce qui rassemble et distingue les professionnels : leur métier.

1. LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE : DU MODÈLE INDUSTRIEL AU MÉTIER D'ÉLEVEUR

Dans la France d'après-guerre, la transformation de la production agricole, pour résoudre la pénurie alimentaire et l'importation de denrées, est considérée comme un impératif politique. En 1946, le « *premier plan de modernisation et d'équipement* » concerne l'agriculture, pour assurer l'alimentation de la population et moderniser les exploitations selon un modèle industriel. Il est réinterprété ensuite par les *organisations professionnelles agricoles* reconnues (OPA) qui voient dans la modernisation de la production un outil de conquête

de la dignité des agriculteurs. Dès lors, dans le cadre d'une gestion du secteur entre les OPA et l'Etat, plans de modernisation et lois d'orientation agricole se succèdent pour faire passer les agriculteurs d'un *état de paysan* à celui de producteurs pour le marché. Dans ce contexte, l'apparition du CO peut être considérée comme un infléchissement de la modernisation : une reconnaissance publique de manières de bien travailler.

Avec la mise en œuvre en 1948 du plan Marshall, se met en place en France un modèle de la modernisation agricole, soutenu par des comparaisons internationales. Pour les agronomes, « *l'agriculture française sera moderne... ou ne sera pas* » (Dumont, 1946). Quant au travail, son organisation familiale, l'absence de spécialisation et de connaissances techniques sont considérés comme des freins. Le modèle prôné est celui de l'entreprise industrielle et les prescriptions sont structurelles : agrandissement, spécialisation et usage de techniques performantes. Le travail est organisé et sa durée comptée ; c'est celui d'un chef d'entreprise qui doit s'adjoindre des collaborateurs. Selon cette conception, l'agriculture ne se distingue pas des autres secteurs.

Jusqu'à la fin des années 50, la politique agricole mise en œuvre est centrée sur la vulgarisation des techniques. D'un côté le dispositif public avec les ingénieurs des directions des services agricoles, relayés par des maîtres itinérants qui dispensent des cours post-scolaires agricoles. De l'autre les CETA et les CIVAM qui réunissent des élites techniques agricoles, ensuite des GVA. La JAC, qui apparaît dans l'entre-deux-guerres, ne devient un mouvement social que dans les années 50 ; elle réunit des jeunes agriculteurs qui trouvent là un espace où exprimer leurs préoccupations et concevoir leur métier. Dans cette phase de la vulgarisation, l'agriculteur n'est conçu que comme cible de prescriptions : c'est un producteur limité à ses besoins de consommation, dans une exploitation familiale, adossé à la polyculture élevage, orienté plutôt par la gestion de son patrimoine que celui d'une entreprise.

L'approche du travail s'inscrit dans la perspective des travaux de Taylor. Il s'agit d'organiser *scientifiquement* le travail agricole mais « *surtout de lutter contre les gaspillages de main-d'œuvre dans l'exploitation* » (Chombart de Lawe et al., 1963). L'IOSTA édicte des normes qui servent autant à organiser les activités des exploitations qu'à évaluer le travail de ceux qui le réalisent. Le modèle industriel s'impose par un vocabulaire spécifique qui fait référence à l'usine (atelier...) et à une entreprise déterritorialisée (hors-sol...). Ces mots s'intègrent dans le langage du travail pour en constituer des références partagées qui cadrent les conceptions. Alors, les prescriptions cherchent à extraire le travail de son ancrage social et territorial. Le modèle proposé est celui d'un entrepreneur distancié, voire détaché du métier agricole.

Lorsqu'à la fin des années cinquante s'exprime un vécu d'indignité du métier d'agriculteur, alors le projet de la JAC de nourrir le monde pour résoudre la pénurie alimentaire entend constituer une réponse de l'ordre de la mission. Quand l'usage des tickets de rationnement reste présent dans la mémoire sociale, cette quête vise à réconcilier la dignité

du métier et la réussite économique. Le nouvel agriculteur doit pouvoir supporter la comparaison avec les autres travailleurs. La « *parité* » est envisagée selon deux indicateurs : le revenu et le temps de travail. Il s'agit, au travers d'une *mesure* du travail, de fournir des outils de reconnaissance du métier agricole comparable à celle des autres secteurs et de calculer la rémunération du travail, ce qui permet de déterminer qui est agriculteur et qui ne l'est que partiellement ou pas.

En 1959, la vulgarisation agricole est confiée aux OPA. A ceux qui considèrent que « *le métier d'agriculteur peut et doit s'apprendre comme tous les métiers* », le syndicalisme oppose une formation en liaison avec les professionnels et organisée par eux, sur le modèle des Maisons Familiales d'Apprentissage Rural. Les Lois d'Orientation agricoles de 1960 et 1962 posent les bases d'un modèle d'agriculture professionnelle adossé à des structures familiales. Avec la loi sur l'élevage de 1966 et la mise en place des groupements de producteurs, la spécialisation et la concentration sont renforcées. Le « *plan de rationalisation de la production porcine* » de 1970 renforce cette politique qui passe par des filières. Tout en promouvant une agriculture bâtie sur le modèle industriel, la cogestion marque un retour aux spécificités professionnelles. Mais ce retour n'est pas un renversement de politique : la modernisation se poursuit avec d'autres outils.

L'étape nouvelle est celle de la spécialisation. Lorsqu'est mise en évidence l'hypothèse de surplus agricoles, la politique vise à restreindre le nombre des agriculteurs, c'est-à-dire à définir ceux qui doivent être exclus : les plus âgés par l'instauration d'une IVD et les moins compétitifs, par l'instauration de seuils d'accès à la profession. Pour les éleveurs de porcs, la spécialisation est une dissociation de la polyculture-élevage et surtout une déliaison entre élevage laitier et porcin. Cependant, le modèle « *hors-sol* » se développe surtout dans les élevages laitiers les mieux pourvus en terre, soulignant leur complémentarité agronomique et économique. Dans ces exploitations, la relation avec l'encadrement agricole qui était déjà établie, a aussi permis de conforter leur position. La déliaison est aussi celle de l'organisation familiale du travail, même si la LOA de 1962 consacre le « *couple* » exploitant.

Après le modèle de l'agriculture d'entreprise, celui de sa professionnalisation peut être interprété comme celui de la capacité d'adaptation des structures sociales agricoles. D'un côté, si on l'observe sur la longue durée, la pente de l'exode rural est à peine infléchi et la dimension familiale de l'exploitation perdure : les GAEC associent surtout les pères aux fils et la décohabitation ne distancie pas le domicile des ménages au point que les agricultrices cessent d'en souffrir. De l'autre, les membres des CETA, qui sont aussi ancrés dans leurs territoires, envisagent désormais des modèles d'entreprises plus pluriels.

Dans le vaste mouvement de modernisation des élevages, la presse professionnelle fournit sa contribution. Mais plus que de présenter des techniques bien souvent inaccessibles à la plupart, elle propose de pallier le manque d'activités et de

débats collectifs des éleveurs, leur éventuel isolement. Le CO est un modèle prescriptif adossé à des manières de travailler ayant une vocation pédagogique. Les reportages auprès des lauréats sont enrichis de leurs témoignages. Ils montrent des manières de bien travailler en extrayant des éléments clés - propreté, rigueur et attention d'un côté, résultats chiffrés de l'autre - bien réussir à l'aune du résultat d'outils de gestion est une preuve du bien travailler. Quand bien travailler renvoie à l'animalier et bien réussir à l'entrepreneur, le CO assure le syncrétisme de ces deux modèles. Il donne du sens aux chiffres en les reliant à l'engagement de l'éleveur dans son travail. Après l'entrepreneur détaché de l'élevage et le professionnel de la cogestion, le CO pose la question du métier.

Le CO et sa médiatisation sont aussi une manière originale de prescrire et diffuser l'usage des outils de gestion (GTT et GTE) et de mettre en comparaison des manières de faire par des reportages, en lieu et place des CETA. La mise en scène par la presse de l'excellence du travail permet d'atteindre un double objectif. C'est tout d'abord une forme de vulgarisation qui cherche à étayer la démonstration d'expériences au plus près des situations. Pour cela, les exemples de CO couvrent aussi un éventail de situations socio-économiques. Chaque lecteur peut s'identifier aux lauréats enquêtés, retrouver des problèmes rencontrés et dédramatiser des épreuves. C'est ensuite le métier de *cochonnier* qui est mis en avant avec ses spécificités. Le CO est le prix d'un chef d'œuvre, comme celui décerné à l'artisan *Meilleur Ouvrier de France*. Il témoigne de la gratitude des pairs pour ceux qui nourrissent le métier et en repoussent les limites ; il se présente comme un étendard envers la société : il conforte ainsi l'identité collective.

Le reportage fait de l'épreuve quotidienne du CO un morceau de bravoure. Son récit dans la presse extrait les épreuves de l'action quotidienne. Il permet d'alimenter la quête des éleveurs de faire évoluer leurs manières de travailler par l'intermédiaire du regard critique des lecteurs qui sont aussi des pairs distants.

Dans l'après-guerre, le bon travail agricole est celui dont la productivité répond aux exigences alimentaires. Le critère est quantitatif et la prescription adopte le modèle industriel. Pour construire l'agriculteur nouveau, il importe d'opérer une rupture. En faisant table rase des acquis, il vise à délier les soubassements sociaux des manières de travailler. Mais le modèle de l'entrepreneur est une contrainte dans le travail de l'éleveur, lorsqu'il implique de diviser plutôt que d'envisager globalement l'élevage, de chasser les temps « *improductifs* », plutôt que de s'interroger sur leur existence : il ne permet pas de bien travailler. Il rend obsolète l'expérience sanitaire, compétence d'excellence des éleveurs. Le CO la remet en exergue en s'adossant aux outils de gestion de l'entrepreneur : il marque un retour du métier.

2. QUALIFICATION ET DISTINCTION DES MANIÈRES DE TRAVAILLER

De leurs expériences du travail, les éleveurs distinguent et qualifient leurs manières de faire et cherchent à référer ces

jugements à ceux de leurs pairs. A partir de ces *genres*, les distinctions clivent ce qui en constitue des limites : le beau travail et le sale boulot.

Les éleveurs définissent des manières de bien travailler à l'aune d'un ensemble de règles, d'attitudes et de savoir-faire. Ainsi, une relation singulière avec les animaux, l'usage de méthodes ou la production de données, sont autant d'indicateurs. Sont également envisagées des relations spécifiques avec les pairs et avec d'autres partenaires.

Qualifier un éleveur de porcs d'animalier désigne une posture qui met l'animal au centre de ses préoccupations et de l'organisation de son travail. Ce qu'elle recouvre en termes de travail et plus singulièrement de compétences se décrit difficilement. La compétence animalière n'est pas aisément mise en mots : c'est un savoir-faire qui mêle des tours de main à des intuitions. Cette métis engage autant l'expérience des sens que celle du corps. On conçoit dès lors qu'une telle compétence, qui implique aussi l'affect de l'éleveur, soit rétive aux prescriptions et qu'elle soit désignée parfois comme renvoyant à une prédisposition de compétence. Cette compétence, orientée par la question sanitaire, est imposée par l'organisation du travail d'élevage. Mais ce savoir-faire sanitaire se construit autant dans les interstices qu'à rebours de la prescription zootechnique. Il repose sur la méthode comparative, prend en compte l'histoire du collectif animal - le lot - et celle individualisée des animaux. Les compétences animalières apparaissent le fruit de multiples expériences mettant les sens de l'éleveur à l'épreuve. Elles intègrent de multiples objectifs : surveiller permet, outre d'évaluer le comportement et l'état sanitaire des animaux, de les classer et de les calibrer, d'apprécier l'appétence d'un produit. Surveiller construit de la valeur économique. Pour l'animalier, le souci du bien-être de l'animal est constitutif de ses soins. Non pas ce « bien-être animal » conçu comme critère d'acceptabilité d'un élevage « industriel », mais le souci que l'on prend d'un être sensible : celui que l'on refuse de traiter en objet, même si la visée économique est présente, comme le montrent les témoignages des CO.

Un élevage est une entreprise de soins. Bien y travailler suppose une rigueur d'organisation du travail qui se doit d'être visible. C'est à cette aune que les pairs comme les non initiés jugent le travail de l'éleveur. Pour eux, bien travailler s'apprécie également par des résultats économiques que traduisent certes des comportements sociaux, mais aussi des indicateurs normalisés. Les outils de gestion technico-économiques leur permettent de se situer entre eux et selon leurs objectifs, comme de s'interroger sur les manières de faire. Ils invitent à débattre des problèmes économiques et sanitaires mis en évidence. A distance, ils fournissent une appréciation du travail. Tout en dissociant l'élevage en ateliers et en postes de travail, ils établissent un lien entre les partenaires pour piloter globalement cet élevage préalablement découpé. Ils assurent la relation entre les compétences de l'animalier et du gestionnaire.

Les manières de bien travailler sont transformées dans les collectifs. La culture de la comparaison des CETA a marqué les méthodes de jugement du travail des éleveurs. Elle trans-

forme leur travail en une quête et fait évoluer en permanence le *genre* en incorporant le fruit d'apports nouveaux. Cette construction des manières de bien travailler passe par une liberté de critique entre pairs, qu'il n'est pas toujours aisé de mettre en oeuvre. Les collectifs d'éleveurs montrent ainsi la pertinence opérationnelle des co-activités qui entretiennent les liens, et des espaces informels qui suscitent des échanges : pauses, casse-croûte...

L'expérience du travail met en évidence les solidarités produites par les épreuves communes. Dans le jugement des pairs, bien travailler est une appréciation globale. Si les résultats techniques et économiques sont les critères qui priment d'emblée, ils sont pondérés voire remis en cause, lorsque les relations que l'éleveur entretient avec ses partenaires professionnels ou territoriaux peuvent fragiliser l'identité collective.

Le beau travail renvoie d'abord à une propreté qui confine à l'esthétique, dans un contexte d'exigence sanitaire. Il se réfère aussi aux résultats économiques enviés, obsession et peur du travailleur indépendant qui l'amèneraient à déchoir. Ces résultats témoignent aussi pour ses pairs d'un engagement subjectif de l'éleveur qui laissent imaginer autant le plaisir que la souffrance que lui procure son travail. Le beau travail implique l'inventivité et le défi ; il s'apprécie notamment lors des activités collectives : alors se reconnaissent la prouesse technique, le beau geste ou la compétence enviée d'un pair. Lorsque le beau travail se dévoile, il est une traduction du travail compréhensible par un néophyte. Alors, l'élevage se veut un produit exemplaire, un étendard de la profession vis-à-vis des tiers. La quête du beau dans le travail est alimentée par le plaisir que procure cette esthétique. La distanciation qu'elle introduit avec le *genre* désigne un *style* de l'individu qui se détache des manières collectives de travailler et est reconnu pour tel. Ce détachement permet aussi de faire évoluer la norme par les comparaisons qu'elle suscite. Le bien travailler implique le raisonnable et le partagé, quand le beau sort des règles collectives du métier. Il introduit à la prise de risque, isolant l'éleveur dans sa quête de plaisir, voire le fragilisant. Le beau travail contribue au final à enrichir le *genre* et à conforter l'identité collective. A l'autre extrémité, envisager les bonnes manières de travailler repose sur la caractérisation de ce qu'est le sale boulot.

Le sale boulot fait d'abord référence à des situations non maîtrisées. Ainsi une dégradation ou un dérapage sanitaire. Une telle épreuve sollicite les compétences de l'éleveur et met en cause sa compétence. C'est d'autant plus le cas lors de la mort d'un animal qui le confronte aux limites de ses compétences. De telles situations suscitent aussi une peur, qui s'adosse aux exemples d'affectation sanitaires d'élevages et aux difficultés de contrôler les dynamiques épidémiques. Elle se réfère aussi aux conséquences économiques de ces situations : la mémoire des épidémies est aussi celle des faillites qui marquent la profession et aux déchéances parmi les pairs qui les accompagnent.

Le lavage, qui revêt une importance technique et économique conséquente, notamment du fait de ses implications sanitaires, éclaire la complexité du jugement du sale boulot. Il pose autant des problèmes techniques qu'éthiques aux

éleveurs. Pour l'éleveur solitaire, c'est surtout un travail sale et fastidieux dont le contexte d'isolement souligne la pénibilité. Pour celui qui travaille au quotidien dans un collectif, il offre l'opportunité d'un isolement relatif pour réfléchir à un problème préoccupant. C'est donc surtout la situation - la condition de l'éleveur et le contexte de son exécution - qui qualifie cette activité de sale boulot ou non. Semblablement, sa modification technique en transforme le sens. Le « robot » de nettoyage réduit la pénibilité physique de l'opération autant qu'il crée une distanciation du corps avec la souillure et requalifie l'activité. Il marque aussi une distinction entre les éleveurs qui l'adoptent et ceux qui ne peuvent l'utiliser.

Le sale boulot est à la marge du travail. Il est d'autant plus relégué qu'il n'est pas reconnu comme constitutif du métier. Il est confié au travailleur le plus dévalorisé du collectif de l'élevage ou à des entreprises sous-traitantes. En ce sens, il éclaire l'organisation du travail. Font du sale boulot ceux qui sont en dehors ou rompent le pacte de bien travailler du genre. C'est aussi le cas des pairs qualifiés de brebis galeuses, parce qu'ils « *matraquent* » leurs animaux ou polluent sans vergogne.

3. AU-DELÀ DU GENRE : LES FRONTIÈRES DU MÉTIER

Sale boulot et beau travail, parce qu'ils décrivent les marges instables du genre distinguent les pairs, jusqu'à délier leur métier. Mais ils ne font que poursuivre ensemble la construction des frontières du métier d'un demi-siècle de politiques publiques, cogérées ou non. Aujourd'hui encore, le cadrage réglementaire accentue les concurrences entre les éleveurs, essentiellement au détriment des plus dominés.

Les distinctions entre éleveurs sont plus ou moins nettes, jusqu'à tracer des frontières. Certes, on n'est plus dans les coupures radicales des années 60, quand n'ont plus été considérées que les « *exploitations professionnelles* ». Mais d'autres clivages ont été instaurés par la reconnaissance des manières de bien travailler. Depuis les groupes de type CETA qui ne peuvent fonctionner qu'entre égaux, jusqu'au mépris parfois du travail d'autres éleveurs, les nuances dessinent une palette enrichie de multiples fragmentations. Lorsque les situations

professionnelles ne renvoient pas aux mêmes expériences, sont inégales ou en concurrence, le dialogue lui-même est difficile : où sont les pairs avec qui débattre du métier ?

Quand les éleveurs considèrent que l'élevage exige l'exclusivité de leur engagement professionnel, même le travail des terres semble ne pouvoir se faire qu'au détriment de la compétence animalière. Cette conception discrédite ceux dont l'élevage n'est pas la préoccupation principale. La disqualification de l'engraisser résiderait aussi dans la simplicité caricaturale de son travail, en contrepoint de la complexité de celui du naisseur. Cette absence de prise de risque en ferait l'envers du métier de naisseur. Du point de vue des engraisseurs, la complémentarité du travail assure une cohérence agronomique, appréciée comme du beau travail, dans un contexte de remise en cause environnementale de l'élevage porcin. Ce discrédit des éleveurs qui travaillent « à côté » s'applique aussi aux entrepreneurs détachés de leurs élevages ou aux responsables professionnels, malgré leurs éventuels apports à la notoriété du métier. Il affecte plus encore les salariés dont le statut transforme les épreuves du travail. A l'opposé, les CETA qui ont constitué un moteur de la transformation des manières de travailler, ont aussi produit des distinctions. Ces collectifs, en assimilant des agriculteurs dominés, ont fonctionné aussi comme des creusets intégrateurs, pour construire et déconstruire les limites du métier. Celles-ci pouvant se traduire d'ailleurs en territoires, sédimentations historiques d'un tel façonnement des manières de concevoir l'exercice du métier.

CONCLUSION

Le beau travail et le sale boulot sont emblématiques des marges de ce que partagent du métier les éleveurs de porcs. D'autres marges concernent ceux qui ne sont que partiellement impliqués dans l'élevage des porcs. Les relire, à l'aune d'un demi-siècle de modernisation de l'élevage, met en évidence leur contribution à une dynamique de reconstruction des frontières du métier. Alors, si le CO a su redonner du lustre au métier en distinguant le beau travail, l'épreuve des éleveurs n'est-elle pas aussi celle de s'être distingués de leurs pairs en étant « *le reliquat d'un écrémage* » (Gourvenec, 1972).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Clot Y., Faïta D., 2000. Genres et styles en analyse du travail. Concepts et méthodes. *Travailler*, 4, 7-42.
- Chombart de Law J., Poitevin J., Tirel J.C., 1963. Nouvelle gestion des exploitations agricoles. Paris : Dunod, 2^{ème} ed.
- Dumont R., 1946. Le problème agricole français. Paris : Les Editions Nouvelles, 370 p.
- Gourvenec A., 1972. L'exploitation individuelle avec salariés. Est-elle réservée à certains ? Est-ce l'image de l'agriculture de demain, libre opinion, *Entreprise Agricole*, 4, 12-13.

